

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et José Luis Zapatero, Président du gouvernement d'Espagne, sur les relations franco-espagnoles, à Madrid le 28 avril 2009.

JOSE LUIS ZAPATERO - Bonjour, je vous remercie d'être ici à cette conférence de presse. Je voudrais tout d'abord exprimer ma satisfaction, mon plaisir pour cette visite du Président de la République française, la visite de Nicolas SARKOZY, une visite d'Etat et une visite pour ce sommet bilatéral.

Le Président SARKOZY a prouvé qu'il est le meilleur ami de l'Espagne. Un ami fidèle, un ami loyal, un ami qui travaille pour collaborer avec l'Espagne par rapport à certains des problèmes les plus difficiles du point de vue historique. Un ami qui travaille avec l'Espagne pour le présent d'une Union européenne plus forte et également pour le rôle de l'Espagne dans le monde. Reconnaître ce qu'a fait la France pour l'Espagne - nous l'avons constaté grâce au soutien, au témoignage d'affection qu'a manifesté la représentation populaire, à l'égard du Président SARKOZY ce matin - cette affection, ce soutien sont exprimés de façon directe également par le biais de tout le travail que nous réalisons ensemble, les accords que nous adoptons, la vision que nous partageons, tout ce que nous faisons ensemble pour la construction européenne et par rapport aux grandes questions qui préoccupent les citoyens : la crise économique, la construction de l'Europe, la politique en matière de sécurité, la politique active de l'Union européenne par rapport aux grands problèmes du monde.

Je voudrais, par conséquent, féliciter le Président SARKOZY. Il a pu constater lui-même combien il est apprécié en Espagne. De plus, nous avons cette relation croissante entre l'Espagne et la France qui est maintenant comblée. Deux grands pays qui sont pour l'Europe, deux grands pays qui ont une vocation universelle, deux grands pays qui ont une grande culture historique, deux grands pays qui défendent leur culture, deux grands pays qui ont deux langues qu'ils défendent, des langues qui sont importantes dans le monde entier. Deux grands pays voisins, proches dont les peuples entretiennent une relation profonde et intense.

L'Espagne sera toujours reconnaissante à la France pour son soutien pour la transition démocratique, pour la consolidation de la démocratie espagnole, cette démocratie qui, comme le disait le Président SARKOZY, s'est érigée en modèle, en modèle de diversité aussi et nous avons cette reconnaissance très spéciale à l'égard de la France et à l'égard du Président SARKOZY qui a déployé tous ces efforts politiques et qui a manifesté toute sa détermination - et c'est une très grande détermination - pour aider l'Espagne dans sa lutte contre l'ETA.

Je voudrais, ici même, rendre hommage, un hommage de gratitude au Président SARKOZY, à Madame le Ministre de l'Intérieur de la France et je voudrais également rendre hommage à toutes les forces de l'ordre françaises pour leur collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, la Garde civile, la police nationale dans cette tâche si importante. Lutter contre le terrorisme, interpellier les membres de l'ETA, les traduire devant les tribunaux et faire en sorte que la violence prenne fin le plus tôt possible afin que la liberté et la paix soient possibles pour tous et pour toujours. Cela doit être l'objectif à atteindre au Pays basque et pour l'ensemble de l'Espagne.

Il y a eu deux questions que nous avons abordées et dont je voudrais parler particulièrement. La crise économique. Nous avons partagé au cours des mois écoulés, particulièrement depuis l'automne. Nicolas SARKOZY, alors Président de l'Union européenne avait évoqué une réunion de chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Eurogroupe. Nous avons vu qu'il fallait absolument qu'il y ait une réponse active, engagée de la part des gouvernements de l'Union européenne. Nous avons pris des engagements par rapport au système financier et son effondrement. Nous avons soutenu une initiative fiscale forte au sein de l'Union européenne et nous l'avons fait récemment dans le cadre du G20 en énonçant des principes clairs pour un nouvel ordre économique international : la transparence, la réglementation, l'élimination des paradis fiscaux. Ce sont des objectifs que nous partageons à 100%. Le maintien du modèle de protection sociale européen, la lutte contre le changement climatique, de nouvelles sources d'énergie et également les objectifs du millénaire qui doivent être atteints.

Et puis, deuxièmement, nous avons abordé la question de la Présidence espagnole de l'Union européenne. La France a présidé avec beaucoup de succès l'Union européenne. C'est un mérite qui revient aux dirigeants et au Président SARKOZY et sans aucun doute, l'Espagne va présider l'Union européenne en recherchant d'une collaboration permanente, du soutien permanent de cette proximité de la France qui est pour nous le grand pays, le pays important pour construire l'Union européenne.

Une Présidence de l'Union européenne, à partir du 1er janvier 2010, qui doit être avant tout la Présidence de la reprise économique et du développement, de la mise en place du nouveau modèle de croissance économique. Une Présidence qui doit promouvoir des décisions économiques de l'Union européenne, des décisions qui soient innovantes et j'espère pour cela compter avec le soutien de Nicolas SARKOZY. Une Présidence qui, outre ce travail prioritaire en faveur de la reprise économique, qui doit donner un nouvel élan à l'Union politique dans le domaine de la sécurité notamment. Aujourd'hui, précisément, nous avons signé des accords bilatéraux pour renforcer la lutte contre la délinquance organisée, contre le terrorisme. Dans le domaine de la sécurité, l'Union européenne doit tenir son rôle dans le monde et il faut relever les trois grands défis pour l'ordre international : la lutte contre la pauvreté et la misère, la lutte contre le changement climatique et également le fait de promouvoir davantage d'entente, de dialogue et aussi rechercher des solutions politiques pour les crises graves, pour les conflits que nous subissons.

Par exemple, nous avons convenu, le Président SARKOZY et moi-même, de proposer la tenue d'une conférence internationale sur la Somalie, une conférence qui abordera la situation de la Somalie, une conférence qui devrait apporter une réponse large, non seulement dans le domaine de la sécurité, dans le domaine militaire, les problèmes qui sont posés par la piraterie à nos deux pays et d'autres pays aussi, également pour apporter une réponse politique globale dans le domaine de la sécurité civile. Et tout ceci pour garantir notre sécurité. Nous allons travailler ensemble dans ce domaine.

Président SARKOZY, Nicolas, tu sais parfaitement que la volonté de l'Espagne, des Espagnols, est d'avoir une entente absolue avec la France. Nous apprécions la France et surtout son Président de la République. Il s'agit d'une affection profonde, intense, sincère, vraiment ressentie et pour toujours.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, j'ai un grave problème : à l'exception des jugements personnels, je partage totalement l'avis du Président ZAPATERO sur toutes les grandes questions qu'il vient d'évoquer. Donc, si vous me le permettez, je ne les évoquerai pas sauf si vous aviez des questions, pour me concentrer sur deux ou trois messages.

D'abord, je veux dire à tout le peuple espagnol combien Carla et moi-même, ainsi que la délégation que je conduisais, nous avons été émus et touchés par l'accueil, par l'intérêt, par la gentillesse que l'Espagne a bien voulu, à travers Sa Majesté le Roi et à travers le Président du Gouvernement José Luis ZAPATERO, a voulu nous témoigner.

Je voudrais que vous le preniez au premier degré, ce n'est pas un jugement diplomatique, ce n'est pas l'expression d'un sentiment mondain. C'est le sentiment d'une profonde émotion et

pour moi, je l'ai dit à José Luis tout à l'heure, parler devant les Cortès, plein de toute la classe politique espagnole, c'était vraiment quelque chose qui restera comme un grand souvenir. La deuxième chose que je voudrais dire, c'est que la France attend beaucoup de la Présidence espagnole de l'Europe et le Président ZAPATERO peut compter sur notre soutien total et complet. José Luis ZAPATERO est un leader européen qui va avoir la chance et l'opportunité de diriger l'Europe pendant six mois, après la Présidence suédoise. L'Espagne, c'est un grand pays. Cette Présidence doit être un grand moment politique pour l'Europe au service de l'économie et vraiment, on travaillera main dans la main derrière l'Espagne et derrière le Président ZAPATERO. Enfin, une troisième remarque. Le monde a besoin d'une Espagne qui exerce toutes ses responsabilités internationales. Je l'ai toujours pensé - bien souvent, les journalistes français, bien avant que je ne sois Président de la République, m'ont entendu parler de la nécessité, en plus de l'entente avec Berlin, d'un axe Paris-Madrid-Londres et c'est quelque chose que j'ai toujours porté en moi, indépendamment, par ailleurs, des choix politiques de l'alternance espagnole. Et donc, la présence de l'Espagne dans les grandes enceintes au moment du G20, c'est un droit pour l'Espagne qui est membre des grandes économies du monde et qui doit pouvoir exprimer sa position. L'Europe a besoin que les grands d'Europe expriment ensemble leurs positions dans ces grandes enceintes.

Enfin, je voudrais dire à José Luis ZAPATERO, que j'ai toujours eu plaisir à travailler avec lui. On se connaît depuis longtemps et j'apprécie le politique. J'ai eu plaisir à travailler avec les ministres de l'Intérieur ici et j'ai beaucoup apprécié cette période où je n'étais pas Président de la République et où José Luis m'avait reçu et où nous avons parlé.

Il se trouve que j'ai confiance en lui, je ne fais pas de politique en Espagne et j'ai des amis dans beaucoup de courants politiques en Espagne. Mais spontanément, on a toujours travaillé ensemble, tous les deux. Alors, je n'ignore pas son engagement politique, il connaît le mien, mais on a toujours su passer au-dessus parce qu'on affiche une même conviction : c'est que les responsables politiques doivent assumer leurs responsabilités. Et combien de fois j'ai entendu José Luis dans les Conseils dire : « Attendez, prenons des décisions, que les gens comprennent ce que l'on décide ». On a toujours travaillé main dans la main et je crois que c'est l'intérêt de l'Europe qu'aujourd'hui, l'Espagne et la France, ensemble, on tire l'Europe vers davantage de politiques et davantage de volontarisme et que l'on n'accepte pas la fatalité.

Et, les mots du Président ZAPATERO me touchent parce que je sais que c'est sincère. Mais que tu sois assuré que sur cette route de la Présidence européenne pour l'Espagne, tu pourras compter sur nous comme des alliés, comme des partenaires et comme des amis.

Si bien-sûr il y avait quelques questions, je pourrais compléter.

QUESTION - Monsieur le Président, Senior Presidente, qu'entendez-vous faire pour protéger les populations françaises et espagnoles de la grippe porcine, qui est devenue depuis ce matin la grippe mexicaine ?

JOSE LUIS ZAPATERO - Je voudrais vous dire que nous avons effectivement abordé la question qui, en toute logique, préoccupe les gouvernements européens, les gouvernements du monde entier. L'Organisation mondiale de la Santé est l'instance qui a donné la marche à suivre face à ce risque de pandémie, suite à la grippe porcine. En Espagne, bien sûr, nous travaillons sur cette question, nous donnons des informations depuis que nous connaissons la portée de cette épidémie au Mexique.

Jusqu'à présent, tout ce que nous pouvons transmettre aux citoyens, c'est un message de confiance. Les mesures préventives ont été mises en place. La réaction lorsqu'il y a un cas, la réaction face au traitement est une réaction tout à fait positive. Le Ministère de la Santé en pleine coordination avec les autonomies en Espagne, avec l'Organisation mondiale de la Santé, avec l'Union européenne, continue à travailler.

Nous disposons des moyens scientifiques, des moyens thérapeutiques pour pouvoir faire face à cette situation. De plus, nous nous devons de coopérer avec les pays qui pourraient avoir davantage de difficultés que nous. Je pense notamment au Mexique. Le Gouvernement de l'Espagne, par le biais du Ministère des Affaires étrangères, est bien sûr tout à fait disposé à retrouver une aide supplémentaire au Mexique afin que le Mexique ait davantage de ressources

octroyer une aide supplémentaire au Mexique afin que le Mexique ait davantage de ressources face aux risques d'extension de cette épidémie.

Par conséquent, un message de tranquillité. Nous sommes informés et, en fonction de l'évolution de ce que pourrait être le nombre de personnes touchées, nous prendrons davantage de mesures préventives, mais tout en transmettant un message de tranquillité absolue.

LE PRESIDENT - Ecoutez, la réaction de la France est la même que celle de l'Espagne. Pour nous le maître mot, c'est la vigilance. Nous nous préparons. Des cellules de veille sont en place. Les experts rassemblent tous les éléments. Nous avons reçu hier un message de l'Organisation mondiale de la Santé nous demandant de passer en phase quatre. Concrètement, cela veut dire qu'il faut donc déconseiller à nos concitoyens de se rendre au Mexique et de prendre un certain nombre de dispositions.

Je voudrais d'ailleurs, en compagnie du Président ZAPATERO, apporter un message de solidarité au Président CALDERON. Nous suivons l'évolution des événements minute par minute. Nous donnerons tous les éléments d'information à nos compatriotes, sans en omettre aucun et nous essayerons d'être le plus réactifs possible. Ce qu'il faut, c'est être préparé. Etre préparé au plus difficile pour ne pas avoir à l'affronter.

Nous sommes lucides, il ne s'agit ni de dramatiser, ni de minimiser. Il y a une organisation mondiale qui est l'OMS qui nous demande de relever le niveau de vigilance, c'est ce que nous faisons. Par ailleurs, nous mettons en place tout un tas de systèmes avec le Ministère de la santé. Roselyne BACHELOT suit cela avec compétence, tous les jours.

QUESTION - J'ai une question à poser au Président SARKOZY. Je voudrais savoir si vous partagez - vous avez dit que vous attendiez beaucoup de la Présidence espagnole de l'Union européenne - est-ce que vous partagez cette idée que vient de lancer le Président du Gouvernement espagnol, à savoir que la Présidence espagnole pourrait être effectivement la Présidence de la reprise économique. Et puis, d'autre part, nous avons tous été témoins de l'excellente entente qu'il y a entre vous et j'aimerais savoir si vous avez eu l'occasion de tirer au clair le malentendu qu'il y a eu, en Espagne en tout cas, sur cette soi-disant déclaration du Président SARKOZY à propos de l'intelligence espagnole ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT - D'abord, je partage la conviction du Président ZAPATERO que la question de la situation économique est majeure et le Président de l'Union européenne dans maintenant un peu plus de six mois, s'il ne se pose pas la question de la situation économique en Europe et dans le monde... Il a raison, c'est une priorité.

D'une manière générale, je vais même aller plus loin, José Luis ZAPATERO et moi, nous pensons depuis longtemps que l'Europe souffre d'un déficit - comment dire ? - de gouvernement économique, pour faire clair. Nous sommes les deux en Europe qui sommes depuis toujours les plus convaincus de cette question. Autrement dit, nous sommes tous les deux pour l'indépendance de la Banque centrale, nous sommes tous les deux pour l'euro, nous sommes tous les deux pour tout ce qui a été fait mais nous pensons simplement que le pilotage économique est une question qu'on ne pourra pas évacuer et, que l'Espagne en fasse une priorité, rien ne peut être, à mes yeux, plus important.

Donc, soutien total, mais je pourrais dire aussi que je me reconnais dans nombre de décisions du Président ZAPATERO. Quand la publicité sur la chaîne publique est supprimée en Espagne, je trouve que c'est un choix fantastique et j'ai envie, par moment, de regretter que l'influence du Parti socialiste espagnol sur le socialisme européen ne franchisse pas les Pyrénées. Quand le Président ZAPATERO - il faut dire qu'il est aussi bien conseillé que moi, puisque nos épouses sont engagées dans un débat culturel - considère que la loi protège notamment les droits d'auteur sur internet, de la création, mon Dieu comme je me retrouve dans ses convictions !

Enfin, malentendu ? Il n'y a pas eu de malentendu. La presse espagnole n'y est pour rien, les Espagnols n'y sont pour rien. C'est le petit clapot d'un médiocre débat politique en France. Donc voilà. La question est : « est-ce que José Luis est moi, on s'est expliqué ? » Vous ne pensez pas qu'on a une seconde à perdre la dessus ? Vous savez, on se connaît bien, je crois pouvoir dire que cela va au-delà de la confraternité professionnelle. Et vous pensez que j'ai si peu d'expérience que je doive tomber dans tous les pièges de la politique espagnole ? il est très

expérimenté et il ne veut pas tomber dans les pièges de la politiaillerie française. Donc, on en a parlé ? Non. Cela nous intéresse ? Non. On tourne la page ? Mais on ne l'avait même pas ouverte.

Cela ne veut pas dire que je ne considère pas qu'il est très brillant. Et je peux même vous dire autre chose, il est un peu trop jeune aussi, et puis il court trop vite parce qu'hier, je suis parti faire un jogging avant le dîner d'Etat et devinez qui j'ai rencontré. La sécurité, j'ai vu, tout à coup s'inquiétait. Il y a une voiture qui s'est arrêtée et un Monsieur qui est sorti en courant de la voiture. C'est lui et il allait dans l'autre sens. Et pourtant, on est d'accord.

QUESTION - Monsieur SARKOZY, tout à l'heure, vous avez évoqué, aux Cortès, un état major commun de sécurité. Je crois que c'est une question qui a été longuement abordée ce matin. Sur cette question, notamment la question de l'immigration clandestine, comment cela va-t-il se traduire concrètement ? Est-ce que l'on va vers des vols communs pour le retour des illégaux ? Et je voudrais savoir, Monsieur SARKOZY, puisque l'on sait que la France et l'Espagne n'ont pas eu toujours les mêmes positions et encore récemment sur cette question, est-ce que vous saluez le changement de cap de l'Espagne sur cette question ?

LE PRESIDENT - Je ne salue aucun changement de cap, mais je peux dire une chose, c'est que nous sommes d'accord avec l'Espagne, non seulement sur les problèmes de sécurité, mais aussi sur les problèmes d'immigration. J'ajoute que, sous Présidence française, l'Europe s'est dotée - je parle sous le contrôle de Monsieur MORATINOS - d'un pacte européen pour l'immigration et à aucun moment il n'y a eu de problème entre la France et l'Espagne, et je parle sous le contrôle de Monsieur MORATINOS et de Monsieur RUBALCABA.

Enfin, on en avait parlé avec José Luis, de l'immigration. On en a parlé, je crois que c'était même en 2005 ou 2006. Nous n'avons jamais été en désaccord sur le fond des choses mais sur le degré d'information et d'échanges entre les différents pays de l'espace Schengen. Et c'est cela qui avait provoqué, à l'époque, débat entre nous. Il n'y en avait pas un qui disait - moi en l'occurrence - « pas d'immigré ». Je n'ai jamais cru à l'immigration zéro. Et il n'y en avait pas un autre qui disait : « on ne veut pas contrôler l'immigration ». Je n'ai jamais entendu Monsieur ZAPATERO dire cela. Mais simplement, comment faisait-on pour qu'en respectant le droit espagnol et le droit français, on échange nos informations puisque nous vivons dans le même espace ? C'était cela le débat à ce moment là.

Aujourd'hui, nous sommes sur la même ligne, oserais-je dire, c'est la même politique et si naturellement les autorités espagnoles ont besoin du concours de la France pour organiser, pour des gens qui n'ont pas de papier en Espagne ou en France, des retours groupés, l'Espagne est une démocratie, la France est une démocratie, qui pourrait nous reprocher de vouloir appliquer la loi ensemble ?

Donc les choses sont claires, notre disponibilité est totale et complète.

QUESTION - J'ai une question pour chacun d'entre vous. Pour le Président SARKOZY : ce matin, nous avons entendu aux Cortès, vous avez félicité l'Espagne pour l'accord entre les deux grands partis, le Parti Populaire et le Parti Socialiste, pour parler à l'unisson face au terrorisme de l'ETA. Vous avez dit que l'Europe entière avait applaudi cet accord. J'aimerais savoir si vous pensez qu'il serait également nécessaire d'avoir un pacte d'unité politique entre les forces politiques en France et en Espagne pour faire face à la crise ?

Une question pour le Président du Gouvernement ZAPATERO : quelle démarche pourrait faire la France pour que l'Espagne ait un poste permanent au sommet du G20 ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT - Moi, je crois qu'il n'y a aucune raison pour l'Espagne d'être traitée au G20 de New York différemment de la façon dont elle a été traitée au G20 de Londres. Pour moi, l'affaire est réglée. Je n'ai jamais vu qu'il y ait une discussion sur le changement des présents à Londres. A Londres, il y avait l'Espagne. A New York, il y aura l'Espagne.

Deuxième chose, faut-il un pacte politique pour la crise ? A l'évidence, on ne va pas pouvoir résoudre une crise économique mondiale simplement avec des mesures nationales. Mais, en même temps, je comprends parfaitement que dans une démocratie, les forces politiques aient des idées différentes et qu'elles les expriment. Et entre la division systématique ou la pensée

unique systématique, je pense qu'il y a un juste équilibre.

Je ne crois pas qu'il faut tuer le débat dans une situation de crise, que toutes les idées fleurissent et qu'on essaie de choisir les meilleures. Et, en même temps, faire le procès à tel gouvernement national d'être responsable de la crise, c'est risible parce que la crise, elle est internationale et elle n'est même pas venue d'Europe même si c'est l'Europe qui la subit.

Donc voilà, chacun propose. Les électeurs choisissent. Et, à un moment donné, il faut quand même que l'on se serre les coudes, en tout cas au moins entre les pays. Nous avons besoin de l'Espagne, nous avons besoin d'une Espagne prospère, d'une Allemagne prospère, d'un Royaume-Uni prospère et naturellement, si la France est en situation de crise économique, cela ne nous arrange pas. On est tous dans le même bateau et la question ne se joue pas simplement sur un clivage gauche-droite. La question se joue sur un autre clivage : les immobiles et les conservateurs d'un côté et le mouvement et le changement de l'autre.

JOSE LUIS ZAPATERO - Je voudrais faire deux remarques. Tout d'abord, l'Espagne était présente à la réunion du G20 à Washington, l'Espagne a été présente à la réunion du G20 à Londres et notre objectif est d'être présent à la réunion de New York du G20 qui aura lieu au mois de septembre en même temps que l'Assemblée générale des Nations Unies. Et j'ai pleinement confiance, je pense que les deux réunions précédentes vont pouvoir consolider ce qui est une présence tout à fait logique. Le gouvernement espagnol a travaillé sur tous les fronts, le gouvernement espagnol a fait tous les efforts couronnés de succès. Nous avons eu une collaboration aussi importante que celle du Président de la République française.

Deuxièmement, à propos de la crise et des accords, le Président SARKOZY l'a très bien expliqué, il s'agit d'avoir un débat portant sur les meilleures idées et j'ajouterais pour ma part, et allant dans le même sens que ce que disait le Président de la République française, nous nous trouvons face à une situation nouvelle et une situation qui est mondiale. C'est une crise générale. Et les vieilles recettes ne servent à rien, les vieilles recettes de modèles qui ont eu davantage d'influences au cours des années écoulées, ces recettes sont inutiles et peuvent même porter tort. Finalement, lorsque l'on parle de la réforme du marché du travail et de l'emploi, en fait, cela équivaldrait à déréglementer le marché de l'emploi et nous savons où ont mené ces politiques de déréglementation pour le système financier. Il se trouve que lorsque le système financier est au bord de l'effondrement, eh bien, qui doit venir sauver ce système financier ? Ce sont les gouvernements, par le biais de la dépense publique, grâce aux ressources publiques que certains ont tellement critiqués.

Cela, c'est la réalité objective que nous constatons. Donc, des idées et bien-sûr, dans ce débat d'idées, il faut essayer de mettre en place les idées qui seraient les plus efficaces. Mais lorsqu'il y a ce manque, cette absence totale de l'investissement privé, remettre en question le fait que nous soutenions avec les fonds publics le secteur de l'automobile, par exemple, et d'autres secteurs, cela équivaldrait à appliquer une vieille recette qui ne marche pas dans cette conjoncture. Et, de plus, nous devons être tout à fait conscients du fait que les efforts déployés par les gouvernements d'abord pour soutenir le système financier essentiellement grâce à l'élan donné par Nicolas SARKOZY en octobre passé et cela a bien marché.

Le système financier survit, il a commencé à marcher à nouveau. Nous avons apporté une réponse grâce aux deniers publics. Ceci s'est traduit par le plan européen en décembre.

L'Espagne a fait un effort supérieur à 2% de son PIB et nous avons donc approuvé un ensemble de mesures essentiellement à partir du mois de janvier. Nous sommes au mois d'avril, trois mois à peine sont passés et nous avons besoin d'un certain recul et, en même temps, d'objectivité pour bien comprendre qu'un ensemble de mesures que l'on déploie, un investissement public de 33 milliards d'euros d'investissement ou 40 milliards pour soutenir le système de crédit, pour garantir la trésorerie des entreprises grâce à l'institut de crédit officiel, eh bien, tout ceci a besoin d'un certain temps pour pénétrer le tissu des entreprises parce que, bien sûr, il ne faut pas oublier dans notre réponse à la crise qu'en 2009, il y aura de nouvelles mesures certainement.

Il faut être attentifs à la crise et je suis d'accord également avec le Président SARKOZY : si l'Union européenne veut être véritablement une union politique, efficace, au service des citoyens, il faut qu'elle ait un gouvernement économique beaucoup plus solide et qui dispose d'outils. On

Il faut qu'elle ait un gouvernement économique beaucoup plus solide et qui dispose d'outils. On ne peut pas avoir un marché unique, une monnaie unique et ensuite, ne pas avoir de gouvernement économique ayant du pouvoir, ayant des outils à sa disposition. Et cela est un objectif prioritaire de la Présidence espagnole de l'Union européenne.

QUESTION - Question au Président ZAPATERO et au Président SARKOZY. Qu'est-ce que Paris et Madrid vont mettre en oeuvre pour intensifier leur coopération dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamique et est-ce que cela peut se faire sur le même modèle que ce qui est fait, d'ailleurs avec succès, contre l'ETA ?

JOSE LUIS ZAPATERO - Nous avons aujourd'hui signé une déclaration et un accord en matière de sécurité. Cela suppose un bond en avant qualitatif quant aux relations entre nos deux pays dans le domaine de la sécurité et plus particulièrement en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, tous les types de terrorisme. On a créé un comité stratégique de sûreté qui va réunir tous les six mois les directeurs généraux des forces de sécurité de l'Etat et qui aura pour priorité de coordonner et de planifier notre action dans deux domaines fondamentaux : la lutte contre le terrorisme et la délinquance organisée.

Cet accord concernant le comité stratégique de sûreté va être accompagné du renfort de notre collaboration dans le domaine opérationnel. Bien-sûr, la grande expérience en matière de collaboration entre les deux pays dans la lutte contre l'ETA est un bon modèle pour la prévention en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme islamiste. Nous partageons les risques, nous partageons une même sensibilité et, dans de nombreux cas, nous partageons également des objectifs compte tenu de la nature de ce genre de terrorisme.

LE PRESIDENT - Rapidement, je pense que le clivage, la séparation entre le terrorisme politique, religieux et les activités mafieuses, c'est un clivage ancien. Les terroristes se nourrissent de l'activité des mafias et donc, c'est le même combat, dans les mêmes conditions et c'est très important pour nous que l'Espagne fasse ce choix déterminé. On pourrait même imaginer créer un GIR franco-espagnol pour attaquer les délinquants au portefeuille, en partant non plus de l'acte de délinquance mais du patrimoine qui est le résultat de l'acte de délinquance.

C'est ce que nous avons expérimenté en France et si nous pouvions, avec nos amis espagnols, être la première collaboration transnationale pour attaquer les criminels et les mafieux au portefeuille, en mettant nos deux administrations fiscales ensemble avec nos forces de police, nous serions d'autant plus efficaces.

QUESTION - Je voudrais vous poser une question à propos des infrastructures. Tout d'abord, est-ce qu'il y aura un élan de l'interconnexion électrique avec la France ? Est-ce que la France va donc avoir ses travaux d'infrastructures entre Perpignan et Lyon et également à propos de Canfranc. Est-ce qu'il y a davantage d'études ? Y a-t-il des dates ? Ici, on a demandé davantage d'engagement de la part de la France, on avait dit que pour le TGV, il fallait moins de déclarations d'intention et davantage de décisions ? Est-ce qu'il y a également cet engagement de la France par rapport au maintien des routes dans les Pyrénées ? Est-ce que vous avez parlé des relations entre la France et l'Espagne à propos d'EADS ? Est-ce que la France va acheter à l'Espagne des avions C295 ? Je vous remercie.

JOSE LUIS ZAPATERO - Je dois dire que certaines de ces questions, il faut qu'on les garde pour le déjeuner, le déjeuner que nous allons avoir maintenant. L'interconnexion électrique, nous avons au cours des derniers temps, beaucoup avancé, les interconnexions électriques entre la France et l'Espagne, nous avons obtenu un financement de l'Union européenne pour faire face à ce grand besoin énergétique. Il existe une volonté politique exprimée par le Président SARKOZY également, devant les Cortès, pour passer des déclarations aux actes en ce qui concerne les interconnexions concernant les Pyrénées, par rapport aux différents objectifs et aux différents projets.

Je suis tout à fait confiant, je pense que les années à venir vont être des années de réalisation pour tout ce qui a trait aux interconnexions entre la France et l'Espagne.

LE PRESIDENT - Madame, nous respecterons tous les calendriers. Bon, alors bien-sûr, il y a des procédures juridiques, comme vous le savez, pour des travaux de cette importance et je ne peux pas être maître de tous les calendriers de consultation publique, de recours des uns et des autres.

Mais je vous dis une chose : la France a pris des engagements envers l'Espagne et elle fera tout pour les tenir. C'est notre intérêt, que ce soit pour le train à grande vitesse où nous avons - je parle sous le contrôle du Ministre BUSSEREAU - je crois trois ou quatre ans pour Lyon-Barcelone, avec la question du tunnel à réaliser vers Figeras. Je ne pense pas que jamais vous ayez entendu un Président de la République française aussi déterminé à lever les obstacles.

Et sur l'interconnexion, on respectera de la même façon, il y a un choix politique qui est fait, nous assumons. Cela nous pose d'autres problèmes mais vous savez, les décisions qui ne posent pas de problèmes, ce ne sont pas des décisions. Et je sais que nous jouons une partie de notre crédibilité.

Enfin, on ne peut pas dire à l'Espagne, nous sommes vos partenaires et vos amis et nous allons assurer en quelques sortes la gémellité de nos économies, de nos position politiques et en même temps refuser d'avoir un système de transport rapide et d'avoir des connexions énergétiques. Cela n'aurait aucun sens, aucun.

Alors, pour autant, nous sommes un Etat de droit comme l'Espagne et nous avons de procédures, des possibilités pour des associations de défense de faire des recours. Tout cela est intégré mais je vous garantis que notre volonté, c'est d'aller vite, le plus vite possible. Et je suis persuadé d'ailleurs que, quand tout cela sera réalisé, on se dira : « mais comment on a pu prendre tant de temps pour assumer une décision de cette nature ? ». La décision est prise et les conséquences politiques sont engagées. Maintenant c'est une affaire de réalisation, mais je vous garantis que l'on essaiera et que l'on fera tout pour être au rendez-vous.

Je vous remercie.